

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghrouani , *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.12.25

**#Objet : CC - Règlement-redevance relatif à l'occupation temporaire de la voie publique -
Instauration #**

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à l'occupation temporaire de la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 20.12.2022, devenu obligatoire en date du 26.12.2022, applicable pour la période du 01.01.2023 au 31.12.2025 ;

Vu le règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier, voté par le Conseil communal en séance du 20.12.2022, devenu obligatoire en date du 26.12.2022, applicable pour la période du 01.01.2023 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer le financement de ses dépenses ;

Considérant que l'occupation temporaire de la voie publique génère des dépenses supplémentaires pour la Commune notamment au niveau de la sécurité, de la mobilité et de la propreté ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses supplémentaires par un règlement-redevance ;

Considérant que les réservations temporaires de stationnement établies en exécution du règlement-redevance précité constituent des occupations temporaires de la voie publique pourtant soumises à un autre règlement, à savoir le règlement-redevance relatif aux prestations de service du personnel ouvrier ;

Considérant qu'en vue d'améliorer la lisibilité des règlements liés à l'occupation temporaire de la voie publique, et compte tenu de l'implémentation prochaine d'un outil informatique centralisé, il convient de regrouper ces deux occupations de la voie publique sous un même règlement-redevance ;

Considérant qu'un nouveau règlement-redevance relatif à l'occupation temporaire de la voie publique doit être adopté afin de regrouper toutes les redevances en lien avec l'occupation temporaire de la voie publique ;

Considérant que le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique valable jusqu'au 31.12.2025 ne doit dès lors pas être prorogé ;

Considérant que le règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier doit être modifié afin de retirer les dispositions spécifiques aux réservations d'emplacements de stationnement ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune avec l'aide de

l'indexation annuelle des taux sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
 DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif à l'occupation temporaire de la voie publique
 :

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2026 au 31.12.2031, une redevance communale sur l'occupation temporaire de la voie publique (OTVP) par des particuliers ou par des organismes privés ou publics.

Les OTVP visées concernent notamment les déménagements/emménagements, livraisons, cérémonies et travaux publics ou privés, à l'exclusion des impétrants institutionnels au sens de l'Ordonnance du 18.05.2018 relative aux chantiers en voirie publique.

La redevance pour OTVP distingue :

1. la simple réservation d'emplacements de stationnement via la pose et la dépose de panneaux mobiles d'interdiction de stationnement de 7h à 17h (sauf dérogation), à l'exclusion de toute installation de chantier (conteneurs, grues, matériaux, élévateurs de chantiers, etc.) ;
2. l'OTVP continue, 24h/24, demandée principalement dans le cadre de travaux à exécuter.

Article 2.-

La réservation d'emplacements de stationnement nécessaire pour un déménagement ou un emménagement, une livraison, une cérémonie, etc. doit être demandée à l'Administration communale, au moins 5 jours ouvrables à l'avance.

Une éventuelle demande de prolongation doit être demandée au plus tard 2 jours ouvrables à l'avance, faute de quoi, un nouveau dossier de demande devra être introduit.

Il est interdit de placer des panneaux de signalisation autres que ceux de l'Administration communale pour une réservation d'emplacements de stationnement.

Article 3.-

L'autorisation d'OTVP, visée au point 2 de l'article 1, doit être sollicitée auprès de l'Administration communale au plus tard 72 heures avant le début de l'occupation effective des lieux. La demande n'exonère pas son auteur d'obtenir les autorisations éventuellement requises par l'Ordonnance du 18.05.2018 relative aux chantiers en voirie publique (OSIRIS), à charge pour celui-ci d'introduire sa demande dans les délais et formes prévus par l'Ordonnance.

En cas d'OTVP constatée par un agent communal en l'absence d'autorisation, le début et éventuellement la fin de l'occupation sont établis par l'agent communal en vue de la constitution du dossier.

Les occupations sans autorisation constatées font l'objet de Sanctions Administratives Communales de 500,00 EUR maximum par constat journalier.

Article 4.-

Les autorisations sont accordées sans que les impétrants puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à la charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité, et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité.

A défaut de donner suite, dans la huitaine à la susdite injonction, il sera procédé, sans nouvel avis, à l'enlèvement d'office, aux frais de l'entrepreneur, le propriétaire de l'immeuble étant solidairement responsable du paiement de ces frais.

Cette disposition ne préjudicie pas aux pénalités prévues par le règlement sur les bâtisses ou le Règlement Général de Police.

En outre, les autorisations sont octroyées sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Redevable

Article 5.-

La redevance est due par la personne physique ou morale telle que reprise sur l'autorisation d'occupation, ou à défaut, telle qu'identifiée par l'agent communal chargé du contrôle.

Article 6.-

La redevance peut être recouvrée sur les biens du propriétaire de l'immeuble en cas d'OTVP à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments.

Article 7.-

Avec son autorisation, le demandeur reçoit par voie électronique un toute-boite. En cas d'OTVP de plus d'un jour, il est tenu de le distribuer dans un périmètre de 50 mètres autour du lieu de l'occupation, au plus tard deux jours avant l'occupation effective de la voie publique.

Article 8.-

Le montant de la redevance due est établi au moment de la demande, sur base des indications données par le demandeur, ou sur base des données communiquées par l'agent communal chargé du contrôle en voirie.

Tarifs**Article 9.-**

Les tarifs pour la pose et la dépose de panneaux de réservation d'emplacements de stationnement sont fixés comme suit :

- 48,00 EUR de frais fixes ;
- 10,50 EUR par panneau placé :
 - la réservation de base est matérialisée par deux panneaux de signalisation placés à maximum 20 mètres d'interdistance, voire moins selon la configuration des lieux ;
 - le panneau de signalisation précité est taxé à raison de 10,50 EUR par jour supplémentaire d'utilisation ;
 - le placement de panneaux de signalisation supplémentaires est obligatoire tous les 20 mètres, au-delà des premiers 20 mètres de réservation, ou en cas de nécessité de maintien de l'ordre public, et est facturée à raison de 10,50 EUR par jour et par panneau supplémentaire.

Article 10.-

En cas de besoin, l'autorité communale peut d'office remplacer les panneaux mobiles par des panneaux fixes.

Ces derniers sont placés en moins grand nombre et à interdistances plus élevées, sans pour autant donner droit à une quelconque réduction du calcul de la redevance.

Article 11.-

Les panneaux de réservation d'emplacements de stationnement sont limités en journée, entre 7h00 et 17h00. Cet horaire peut être adapté exceptionnellement si une autorisation le prévoit.

Article 12.-

La pose de panneaux de réservation d'emplacements de stationnement permet de réserver des espaces de stationnement en vue de livraisons, déménagements, etc. ainsi que de stationner des véhicules liés à un chantier.

Elle ne permet par contre pas de placer des installations de chantier (grues, conteneurs, dépôt de matériaux, espaces de travail, etc.).

Pour ce faire, le demandeur doit disposer d'une autorisation d'OTVP spécifique et, au besoin, d'une autorisation délivrée dans le cadre de l'interface web OSIRIS.

Article 13.-

L'enlèvement et le remplacement de bollards amovibles ou de barrières amovibles sont facturés, au même tarif que le placement de panneaux mobiles fixé à l'article 9.

Article 14.-

La redevance est non remboursable en cas d'annulation de la demande après le placement des panneaux de signalisation.

En cas d'annulation avant le placement desdits panneaux, le remboursement est réduit de 15,00 EUR de frais de dossier.

Article 15.-

Les tarifs pour l'OTVP en vue de travaux, hors placement des panneaux de réservation d'emplacements de stationnement, sont fixés comme suit :

- forfait de base : 10,00 EUR par jour avec un maximum de 5 m² occupé ;
- au-delà de 5 m² : 1,35 EUR par jour et par m² supplémentaire occupé.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

La pose d'un conteneur avec ou sans dispositif de déversement est incluse dans le calcul de la redevance

pour OTVP, et ne fait pas l'objet d'un tarif spécifique.

Article 16.-

La redevance d'OTVP donne droit à l'occupation de la voie publique pour la journée entière, sans limite d'heure.

Ce droit d'occupation ne vaut pas autorisation de travail de nuit ou de week-end, qui demeure interdit sans dérogation spéciale du Bourgmestre.

Article 17.-

Le demandeur a le choix entre clôturer hermétiquement son emprise de chantier, ou prévoir le maintien de panneaux communaux de réservation d'emplacements de stationnement.

Dans ce dernier cas, la redevance d'OTVP s'additionne à la redevance pour les panneaux de réservation d'emplacements de stationnement.

Article 18.-

La redevance est due à partir du premier jour d'utilisation de la voie publique jusqu'au jour de la renonciation à l'utilisation.

Les jours précis de début et de fin de l'OTVP sont ceux constatés par un agent communal ou, à défaut, ceux indiqués par le redevable dans sa demande d'OTVP.

Article 19.-

Les taux de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

tarif de base x nouvel indice

indice de base

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.

Exonérations

Article 20.-

Lorsque deux demandes de réservations d'emplacements de stationnement pour un déménagement/emménagement sont introduites auprès du service compétent par la même personne pour une période identique à des endroits différents de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, la redevance ne sera perçue qu'une seule fois.

Article 21.-

Il est accordé une réduction de la redevance dans les cas suivants :

- une réduction de 100 % du montant de la redevance due par les organisateurs de manifestations à caractère philanthropique, religieux, patriotique, culturel ou sportif, sans finalité commerciale ;
- une réduction de 100 % du montant de la redevance due par le C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre ;
- une réduction de 100 % du montant de la redevance due par les A.S.B.L. communales ;
- une réduction de 100 % du montant de la redevance due par les associations de commerçants de la commune ;
- une réduction de 100 % du montant de la redevance due par les mouvements de jeunesse et les écoles.

Article 22.-

Il n'y a pas de réduction prévue pour les week-end, jours fériés, ou autres congés du bâtiment. Le demandeur doit alors introduire des demandes séparées s'il compte interrompre temporairement son OTVP.

Recouvrement amiable

Article 23.-

La redevance est payable de manière anticipée :

- entre les mains du Receveur communal ou de ses préposés désignés à cet effet ;
- par internet, via la plateforme mise à disposition du public à cette fin.

Article 24.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 25.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamations

Article 26.-

Toute réclamation doit être adressée :

- soit par courrier postal envoyé par recommandé au département Espaces Publics, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles ;
- soit par courrier électronique à l'adresse mail "stationnement@woluwe1150.be".

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date de l'établissement de l'autorisation ou de son refus.

Article 27.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours auprès de la Commune.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 28.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 29.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 30.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 31.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 18 décembre 2025

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerehe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Christophe De Beukelaer, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mckongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghrouani , *Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alexia Bertrand, Yvan Verougstraete, Laurent de Spirlet, *Gemeenteraadsliden*.

Zitting van 16.12.25

#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg - Invoering #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 20.12.2022, verbindend geworden op datum van 26.12.2022, toepasselijk voor de periode van 01.01.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op het retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 20.12.2022, verbindend geworden op datum van 26.12.2022, toepasselijk voor de periode van 01.01.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om de financiering van haar uitgaven te verzekeren ;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting van de openbare weg voor de Gemeente bijkomende uitgaven met zich brengt, meer bepaald inzake veiligheid, mobiliteit en netheid ; dat het dan ook gerechtvaardigd is een deel van deze bijkomende uitgaven te financieren door een belastingreglement ;

Overwegende dat de tijdelijke parkeerreserveringen die op grond van voornoemd retributiereglement zijn vastgesteld, tijdelijke bezettingen van de openbare weg zijn die niettemin aan een ander reglement zijn onderworpen, namelijk het retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel ;

Overwegende dat met het oog op een betere leesbaarheid van de reglementen inzake de tijdelijke bezetting van de openbare weg, en met het oog op de aanstaande implementering van een gecentraliseerd IT-instrument, deze twee vormen van bezetting van de openbare weg moeten worden samengebracht in éénzelfde retributiereglement ;

Overwegende dat een nieuw retributiereglement met betrekking tot de tijdelijke bezetting van de openbare weg moet worden aangenomen om alle retributies met betrekking tot de tijdelijke bezetting van de openbare weg te groeperen ;

Overwegende dat het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg, dat geldig is tot 31.12.2025, daarom niet moet worden verlengd ;

Overwegende dat het retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel moet

worden gewijzigd om de specifieke bepalingen met betrekking tot het reserveren van parkeerplaatsen te schrappen ;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente met behulp van een jaarlijkse indexerings van de aanslagvoeten op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk zo goed mogelijk te absorberen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg als volgt in te voeren :

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2026 tot 31.12.2031, een gemeenteretributie op de Tijdelijke Bezetting van de Openbare Weg (TBOW) door particulieren of door privé- of openbare instellingen vastgesteld.

De TBOW's in kwestie hebben met name betrekking op verhuizingen/betrekkingen, leveringen, ceremonies en openbare of privéwerkzaamheden, met uitsluiting van institutionele aannemers in de zin van de Ordonnantie van 18.05.2018 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg.

De retributie voor TBOW maakt een onderscheiding tussen :

1. het eenvoudig reserveren van parkeerplaatsen door het plaatsen en weghalen van mobiele borden die het parkeren verbieden van 7u tot 17u (tenzij er een afwijking wordt toegestaan), met uitzondering van alle bouwplaatsinrichtingen (containers, kranen, materialen, bouwliften, enz.) ;
2. de 24u/24 TBOW, aangevraagd met name voor uit te voeren werkzaamheden.

Artikel 2.-

Reserveringen voor parkeerplaatsen die nodig zijn voor verhuizingen of betrekkingen, leveringen, ceremonies, enz. moeten ten minste 5 werkdagen op voorhand worden aangevraagd bij het Gemeentebestuur.

Elk verzoek om verlenging moet ten laatste 2 werkdagen op voorhand worden ingediend, anders moet een nieuwe aanvraag worden ingediend.

Het is verboden om andere borden dan de borden van het Gemeentebestuur te plaatsen om parkeerplaatsen te reserveren.

Artikel 3.-

De toestemming van TBOW, bedoeld in punt 2 van artikel 1, moet uiterlijk 72 uur vóór het begin van de daadwerkelijke ingebruikname van de locatie worden aangevraagd bij het Gemeentebestuur. De aanvraag stelt de auteur niet vrij van het verkrijgen van vergunningen die vereist kunnen zijn door de Ordonnantie van 18.05.2018 betreffende bouwplaatsen op de openbare weg (OSIRIS), op voorwaarde dat de auteur zijn aanvraag indient binnen de termijnen en in de vorm zoals bepaald in de Ordonnantie.

In het geval van een TBOW vastgesteld door een gemeenteambtenaar zonder toestemming, wordt het begin en, indien van toepassing, het einde van de bezetting vastgesteld door de gemeenteambtenaar met het oog op het samenstellen van het dossier.

Ongeoorloofde bezettingen die worden vastgesteld, zijn onderworpen aan gemeentelijke administratieve sancties tot 500,00 EUR per dag.

Artikel 4.-

De vergunningen worden verleend zonder dat de nutsbedrijven er een onherroepelijk recht van concessie of erfdienstbaarheid op de openbare weg uit mogen afleiden maar, integendeel, met de verplichting om het toegestane gebruik te verminderen of op te heffen op het eerste bevel van de overheid en zonder dat zij daarom aanspraak kunnen maken op enige vergoeding.

Indien binnen acht dagen geen gevolg aan het voornoemd bevel wordt gegeven, zal er ambtshalve, zonder nieuwe aankondiging, en op kosten van de aannemer tot de opruiming worden overgegaan, waarbij de eigenaar solidair voor de betaling van deze kosten aansprakelijk wordt gesteld.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan de sancties die voorzien zijn door de bouwverordening of het Algemeen Politiereglement.

Daarenboven worden de vergunningen toegekend onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Retributieplichtige

Artikel 5.-

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon zoals vermeld op de bezettingsvergunning,

of bij gebreke daarvan, zoals geïdentificeerd door de gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor de controle.

Artikel 6.-

De retributie mag worden verhaald op het eigendom van de eigenaar van het gebouw in het geval van een TBOW in verband met bouw, sloop, heropbouw, verbouwing of andere werkzaamheden aan gebouwen.

Artikel 7.-

Met hun toestemming ontvangen aanvragers elektronisch een brievenbusbericht. Wanneer een TBOW langer dan één dag duurt, moet het uiterlijk twee dagen vóór de daadwerkelijke bezetting van de openbare weg verspreid worden binnen een omtrek van 50 meter van de bezettingsplaats.

Artikel 8.-

Het bedrag van de verschuldigde retributie wordt vastgesteld op het moment van de aanvraag, op basis van de informatie die wordt verstrekt door de aanvrager of op basis van de informatie die wordt verstrekt door de gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor de controles op de weg.

Tarieven

Artikel 9.-

De tarieven voor het plaatsen en verwijderen van reserveringsborden voor parkeerplaatsen zijn als volgt vastgesteld :

- 48,00 EUR vaste kosten ;
 - 10,50 EUR per geplaatst bord ;
- de basisreservering wordt aangegeven met twee borden die niet meer dan 20 meter uit elkaar staan, of zelfs minder afhankelijk van de configuratie van de locatie ;
 - het bovengenoemde bord wordt belast tegen een tarief van 10,50 EUR per extra gebruiksday ;
 - het plaatsen van extra borden is verplicht om de 20 meter, buiten de eerste 20 meter van de reservering, of in geval van noodzaak om de openbare orde te handhaven, en wordt gefactureerd tegen een tarief van 10,50 EUR per dag en per extra bord.

Artikel 10.-

Indien nodig mag het gemeentebestuur mobiele borden automatisch vervangen door vaste borden.

Deze laatste worden in kleinere aantallen en op grotere onderlinge afstanden geplaatst, zonder dat dit aanleiding geeft tot een vermindering van de berekening van de retributie.

Artikel 11.-

Parkeerreserveringsborden zijn beperkt tot overdag, tussen 7u00 en 17u00.

Dit tijdschema mag in uitzonderlijke omstandigheden worden aangepast, indien hiervoor een vergunning wordt gegeven.

Artikel 12.-

De installatie van borden voor het reserveren van parkeerplaatsen maakt het mogelijk om parkeerplaatsen te reserveren voor leveringen, verhuizingen enz. en om voertuigen te parkeren die gekoppeld zijn aan een bouwplaats.

Aan de andere kant is het niet mogelijk om faciliteiten op de bouwplaats te installeren (kranen, containers, materiaalopslag, werkruimten, enz.).

Hiervoor moet de aanvrager een specifieke TBOW-vergunning hebben en, indien nodig, een vergunning die is afgegeven in het kader van de OSIRIS-webinterface.

Artikel 13.-

Het verwijderen en vervangen van verwijderbare boulders of slagbomen wordt gefactureerd tegen hetzelfde tarief als het plaatsen van mobiele borden zoals vastgesteld in artikel 9.

Artikel 14.-

De retributie wordt niet terugbetaald als de aanvraag wordt geannuleerd nadat de borden zijn geplaatst.

In geval van annulering vóór de plaatsing van de genoemde borden, wordt de terugbetaling verminderd met 15,00 EUR dossierkosten.

Artikel 15.-

De tarieven voor TBOW met het oog op werkzaamheden, met uitzondering van het plaatsen van borden voor het reserveren van parkeerplaatsen, zijn als volgt vastgesteld :

- basisforfait : 10,00 EUR per dag met een maximum van 5 m² bezet ;

- boven 5 m² : 1,35 EUR per dag en per extra bezette m².

Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk deel van een vierkante meter als één eenheid geteld. De installatie van een container met of zonder lozingsysteem is inbegrepen in de berekening van de retributie voor TBOW en is niet onderworpen aan een specifiek tarief.

Artikel 16.-

Het TBOW-tarief geeft de houder het recht om de hele dag de openbare weg te bezetten, zonder tijdslimiet. Dit recht van bezetting houdt geen toestemming in om 's nachts of in het weekend te werken, wat verboden blijft zonder speciale afwijking van de Burgemeester.

Artikel 17.-

De aanvrager heeft de keuze om de grondinname van de bouwplaats hermetisch af te sluiten of de gemeentelijke parkeerborden te handhaven.

In het laatste geval wordt de TBOW-retributie opgeteld bij de retributie voor reserveringsborden voor parkeerplaatsen.

Artikel 18.-

De retributie is verschuldigd vanaf de eerste dag van de bezetting van de openbare weg tot de dag waarop de bezetting eindigt.

De exacte begin- en einddagen van de TBOW zijn de dagen die vastgesteld zijn door een gemeentambtenaar of, indien dit niet het geval is, de dagen die aangegeven zijn door de retributieplichtige in de TBOW-aanvraag.

Artikel 19.-

De aanslagvoeten van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basistarief x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor oktober 2025.

De nieuwe index is de index voor oktober van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

Vrijstellingen

Artikel 20.-

Wanneer twee aanvragen voor reservatie van parkeerplaatsen voor een verhuizing/betrekking door dezelfde persoon worden ingediend bij de bevoegde dienst voor dezelfde periode op verschillende locaties in de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, wordt de retributie slechts één keer geïnd.

Artikel 21.-

In de volgende gevallen wordt een korting op de retributie toegekend :

- een korting van 100% van het bedrag van de retributie die verschuldigd is door organisatoren van niet-commerciële filantropische, religieuze, vaderlandslievende, culturele of sportieve evenementen ;
- een korting van 100% van het bedrag van de retributie die verschuldigd is door het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe ;
- een korting van 100% van het bedrag van de retributie die verschuldigd is door de gemeentelijke V.Z.W.'s ;
- een korting van 100% van het bedrag van de retributie die verschuldigd is door de handelaarsverenigingen van de gemeente ;
- een korting van 100% van het bedrag van de retributie die verschuldigd is door jeugdbewegingen en scholen.

Artikel 22.-

Er is geen korting voorzien voor weekends, feestdagen of andere vakantiedagen in de bouwsector. Aanvragers moeten dan afzonderlijke aanvragen indienen als ze van plan zijn hun TBOW tijdelijk te onderbreken.

Minnelijke invordering

Artikel 23.-

De retributie moet vooraf worden betaald :

- in handen van de Gemeenteontvanger of van zijn beambten die hiervoor aangesteld werden ;
- via internet, via het platform dat voor dit doel ter beschikking van het publiek is gesteld.

Artikel 24.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Indien een tweede herinnering noodzakelijk is, worden administratieve kosten voor een bedrag van 10,00 EUR geëist van de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 25.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Bezwaarschriften

Artikel 26.-

Ieder bezwaar moet gericht worden :

- hetzij per aangetekende zending per post aan het departement Openbare Ruimte, Charles Thielemanslaan 93 te 1150 Brussel ;
- hetzij per e-mail naar het adres "stationnement@woluwe1150.be".

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de opmaak van de vergunning of de weigering ervan.

Artikel 27.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er mag geen beroep worden ingesteld bij de Gemeente.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 28.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 29.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 30.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 31.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 18 december 2025

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe